Jour du dépassement : l'humanité vit à crédit

Ce 2 août, l'humanité a consommé toutes les ressources que la Terre peut lui fournir en un an, selon l'organisation Global Footprint Network. Ce « jour du dépassement » survient cinq jours plus tard que les années précédentes, en raison essentiellement d'une nouvelle méthode de calcul.

Mediapart Jade Bourgery le 2 août 2023
https://www.mediapart.fr/journal/ecologie/020823/jour-du-depassement-l-humanite-vit-credit?utm_source=global&utm_medium=social&utm_campaign=SharingApp&xtor=CS3-5

RienRien ne semble avoir changé ce mercredi 2 août au matin. Pourtant, l'humanité vient de se mettre en situation de « dette écologique », selon l'ONG nord-américaine Global Footprint Network. Chaque année, en partenariat avec la Footprint Data Foundation de l'université York à Toronto (Canada), elle s'efforce de déterminer le « jour du dépassement », celui où l'ensemble des ressources que la nature met un an à produire et à renouveler est déjà consommé par l'humanité.

Pour déterminer cette date, l'organisation prend en compte les ressources nécessaires pour produire les biens et produits consommés – ou gaspillés – chaque année. Nourriture, habits, énergie, déchets, infrastructures… En tout, trois millions de données statistiques de 189 pays sont regroupées. Puis l'empreinte écologique de l'humanité est rapportée à la « biocapacité » de la planète, c'est-à-dire sa capacité à régénérer des ressources.

Pour pouvoir les comparer, ces deux données sont exprimées dans une unité de mesure commune : l'hectare global. Actuellement, l'empreinte écologique de l'humanité est de plus de 21 milliards d'hectares globaux, quand la biocapacité est d'un peu plus de 12 milliards d'hectares globaux. Concrètement : il faudrait *« 1,7 Terre »* de surface pour régénérer ce que l'humanité consume en un an, selon les données du Global Footprint Network.

En 2022, ce jour du dépassement avait été fixé cinq jours plus tôt, soit le 28 juillet. Sur les cinq jours « regagnés », quatre sont dus à des changements de méthodologie des scientifiques et à l'actualisation des données de certains pays.

Initialement, la date fatidique était calculée grâce à des données fournies par plusieurs agences des Nations unies, comme l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), ce qui entraînait un décalage de trois à quatre ans, en moyenne, avec l'année en cours. Pour combler cet écart, ce sont les données de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) ou encore de Global Carbon Project, plus récentes, qui sont désormais intégrées pour *« renforcer l'évaluation »*.

« À la lumière de ces nouvelles données, ils ont pu recalculer les jours du dépassement des dernières années. Par exemple, avec le recalcul, l'année dernière le jour du dépassement aurait été le 1er août », analyse Jean Rousselot, responsable du programme eau douce au sein de l'ONG WWF. Sur le cinquième jour de décalage, les auteurs de l'étude reconnaissent n'avoir pas identifié une cause évidente. *« Il est difficile de déterminer dans quelle mesure cette évolution est due à un ralentissement économique ou à des efforts délibérés de décarbonisation »*, expliquent-ils dans un communiqué de presse.

À lire aussi Climat : l'ultimatum du Giec pour la décennie qui vient 20 mars 2023
En 2022, TotalEnergies a investi massivement dans le chaos climatique 31 décembre 2022

Ce recul est jugé insuffisant par Global Footprint Network pour contenir le réchauffement planétaire à + 1,5 °C. Un objectif considéré aujourd'hui comme quasi chimérique par les scientifiques d'une cinquantaine de pays réunis en novembre à l'occasion de la COP27.

Avec la publication de ces données, le groupe de chercheurs a recalculé cette dette écologique mondiale depuis 1971. Résultat, le jour du dépassement arrive toujours plus tôt et « stagne » autour du mois d'août depuis 2005 (année où il tombait le 27).

Dette écologique française dès le 5 mai

Ces dates ne sont que des moyennes et chaque année, Global Footprint Network publie le jour du dépassement spécifique à chaque pays. Une manière supplémentaire d'observer quel pays creuse la dette écologique mondiale.

En France, pour 2023, le jour du dépassement était le 5 mai, comme c'est le cas depuis 2017. Parmi les pays qui vivent le plus à crédit, on trouve le Qatar, dont le jour de dépassement a été fixé au 10 février, le Luxembourg (14 février), les États-Unis ou encore le Canada (13 mars).

Trois pays maintiendraient une consommation plus ou moins adaptée à leurs ressources : la Jamaïque (20 décembre), l'Équateur (6 décembre) et l'Indonésie (3 décembre).

Sur les 189 pays examinés, cinquante et un, majoritairement situés en Afrique et en Asie, présentent une empreinte écologique par habitant inférieure à leur biocapacité. C'est notamment le cas du Pakistan, alors même que ce dernier a subi de plein fouet il y a un an les conséquences du dérèglement climatique avec des inondations catastrophiques à la suite de la fonte de ses glaciers.

Selon les ONG, pour atteindre l'objectif du Giec de l'ONU de réduire les émissions de carbone de 43 % dans le monde d'ici à 2030 (par rapport à 2010), il faudrait déplacer le jour du dépassement de la Terre de 19 jours par an pendant les sept prochaines années.

Le PDG de Global Footprint Network, Steven Tebbe, prévient : *« Un dépassement persistant entraînera des symptômes de plus en plus importants, notamment des vagues de chaleur inhabituelles, des incendies de forêt, des sécheresses et des inondations, avec le risque de compromettre la sécurité alimentaire. Cela souligne l'intérêt pour les villes, les pays et les entités commerciales de favoriser la sécurité de leurs propres ressources s'ils veulent prospérer. »*

Anthropocentrisme écologique

Si l'empreinte écologique – théorisée dans le milieu des années 1990 par deux chercheurs de l'université de la Colombie-Britannique à Vancouver, Mathis Wackernagel et William Rees – est communément considérée comme utile, elle reste cependant limitée.

Aurélien Boutaud, chercheur et auteur d'un ouvrage intitulé *L'Empreinte écologique* (La Découvert, 2009), estimait notamment l'outil développé par Global Footprint Network et basé sur cette empreinte écologique, comme *« très anthropocentré. Il considère que toute la biocapacité est potentiellement disponible pour répondre aux besoins de l'humanité. Or, on sait très bien qu'il faudrait probablement ne pas intervenir sur 10 à 20 % de la biosphère afin de maintenir des "points chauds" de biodiversité »*.

L'ensemble de la biosphère et des ressources générées ne sont perçues qu'à travers le prisme de la consommation et de l'utilisation humaine. Faut-il s'arrêter là ? Depuis 2009, un nouveau concept scientifique, baptisé les « limites planétaires », permet de penser les dommages causés par l'humanité en tenant compte de neuf limites dont le dépassement conduirait à un basculement des équilibres planétaires : acidification des océans, changement d'utilisation des sols, érosion de la biodiversité, etc.

En avril 2022, les scientifiques estimaient que six de ces neufs limites planétaires avaient déjà été franchies.